

**Séance ordinaire du
mardi 17 juillet 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le dix sept juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme et Aménagement
durable**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Bernard TRAVIER, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Dominique MARTIN-PRIVAT, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD.

Excusés : Patrick VIGNAL.

**Ville de Montpellier - Renouvellement urbain du quartier de la Pompignane -
Avenant n°1 à la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de Montpellier
Méditerranée Métropole à la commune de Montpellier - Autorisation de signature**

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier a décidé d'entreprendre le réaménagement du quartier de la Pompignane.

La Ville de Montpellier a décidé :

- par délibération n°49 en date du 25 février 2016, d'élaborer un projet d'aménagement et d'organiser pendant la durée de cette élaboration, une concertation auprès des habitants, associations locales et autres personnes concernées, concertation dont le bilan a été tiré par délibération n°313 en date du 29 septembre 2016 ;
- par délibération n°314 en date du 29 septembre 2016, de mettre en œuvre ce projet d'aménagement et de désigner la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en qualité de Concessionnaire d'aménagement et de lui confier, les tâches nécessaires à la réalisation de cette opération d'aménagement dans le cadre d'une concession d'aménagement.

L'opération d'aménagement a notamment pour objet de permettre la réalisation de nouveaux équipements publics ou l'adaptation de ceux existants aux futurs besoins des habitants.

Un certain nombre de ces équipements étant de compétence métropolitaine (voiries, assainissement, eau potable, réseau de chauffage, ...), Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Montpellier ont décidé que ce soit la commune, dans le cadre de l'opération Pompignane, qui réalise la totalité des équipements nécessaires à l'aménagement de cette opération.

De ce fait, la commune de Montpellier s'est vue transférer par convention la maîtrise d'ouvrage de la Métropole sur les équipements relevant en principe des compétences de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale.

Cette convention, signée le 23 août 2016, a approuvé, préalablement par délibération du Conseil de Métropole n°13983 en date du 21 juillet 2016, et par délibération du Conseil Municipal n°2016/276 en date du 20 juillet 2016, le transfert de maîtrise d'ouvrage. Ce transfert se limite, à l'intérieur de l'opération d'aménagement concédée, aux équipements suivants :

- Equipements situés dans les secteurs couverts par une procédure de Zone d'Aménagement Concertée restant à créer ;
- Equipements à réaliser au titre de conventions de Projets urbains partenariaux (PUP), ou situés dans le périmètre de secteurs de PUP approuvés par la Métropole.

Depuis la signature du traité de concession de l'opération de la Pompignane, le cabinet CASTRO DENISSOF ASSOCIES, lauréat du marché d'architecte-urbaniste sur ce secteur, a mis à jour et en cohérence son projet d'aménagement avec l'environnement urbain existant. Le projet présenté a notamment permis de donner un cadre à l'émergence de nouveaux projets immobiliers apparus au sein du secteur « Pinville Nord » et de mener des études sur la requalification des espaces et équipements publics à réaliser. Ces derniers vont, d'une part, permettre d'accueillir dans les meilleures conditions possibles la population additionnelle prévue dans le cadre des différents projets en cours de développement et, d'autre part, rationaliser la trame viaire et les accès circulables en lien avec le « plan Campus technologique » en limite du périmètre.

Une fraction de la trame viaire se situe en dehors du périmètre initial d'intervention : il est donc envisagé de modifier les limites de la concession afin d'intégrer l'ensemble des équipements de desserte. Par ailleurs, certaines assiettes foncières en dehors du périmètre de la concession vont bénéficier des équipements publics concernés et les opérateurs concernés devront donc être signataires des conventions de PUP prévus.

En conséquence, il convient à présent de modifier par avenant la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole à la commune de Montpellier du 23 août 2016, afin, suivant les modalités précisées dans le projet d'avenant tel qu'annexé à la présente :

- D'étendre le transfert de compétence au nouveau périmètre opérationnel (cf. annexe 1 modifiée jointe au projet d'avenant) ;
- De préciser le mode de financement, le montant prévisionnel des travaux, hors ingénierie et frais sur travaux, y compris les travaux préparatoires et préliminaires, les raccordements aux réseaux extérieurs et le phasage des réalisations qui passe de 20 165 000 € HT (valeur octobre 2016) à 23 650 000 € HT (valeur mai 2018) ;
- D'étendre le principe de reversement par la Métropole des recettes de PUP à la Ville et son aménageur à l'ensemble des terrains concernés par les équipements publics de la concession d'aménagement (cf. périmètre annexe 2 jointe au projet d'avenant).

L'avenant modifiant la convention est conclu à compter de la date de signature par les deux parties et prendra fin au plus tard à la date de clôture de la concession d'aménagement envisagée ou par la résiliation de la convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la mise en œuvre sur un périmètre élargi du transfert de compétence de la Métropole à la commune pour le programme d'équipements publics de l'opération d'aménagement d'ensemble dans les conditions décrites dans le projet d'avenant tel qu'annexé à la présente ;
- D'approuver les termes de l'avenant n° 1 à la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage du 23 août 2016 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier, tel qu'annexé à la présente ;
- D'autoriser Monsieur le Maire de Montpellier, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer l'avenant n° 1 précité ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Stéphanie JANNIN, M. Philippe SAUREL.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 23 juillet 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet avenant n°1
- Annexe 1
- Annexe 2

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20180717-47185-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 23/07/18
Réception en Préfecture : 23/07/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.